



NOUVEAUX REGARDS SUR L'ASIE

Une perspective nouvelle sur l'Asie et la diversité de ses enjeux et de ses cultures,
mêlant regards d'experts et d'acteurs de haut niveau.

SOMMAIRE

- p.4 **Entretien Nouveaux Regards**
Mohan Kumar,
ancien ambassadeur d'Inde en
France
- p.7 **Entretien Nouveaux Regards**
Vice-Amiral Hiroshi Egawa,
Commandant du Maritime Command
and Staff College japonais
- p.10 **Le Japon coincé entre
Taiwan et la Chine**
Yo-Jung CHEN,
ancien diplomate français

SOUTENEZ LA FONDATION



Faites un don et soutenez les actions de la **Fondation France-Asie et de ses chapitres Chine, Inde et Japon.**

(déduction fiscale de 66% en France)

<https://don.fondationfranceasie.org/soutenir>

ÉDITORIAL

par **Jean-Raphaël Peytregnet**

Directeur de la rédaction, diplomate français

L'année du serpent pour les Asiatiques débute le 29 janvier 2025 (premier jour du solstice d'hiver) prenant la suite de celle du dragon qui fut une année plutôt mouvementée en conflits armés de toutes sortes. Espérons que ce serpent se montrera moins agressif que son gros cousin reptilien qui a montré qu'il était à la hauteur de sa réputation : explosif et violent.

Peu avant l'arrivée du serpent, le président Donald Trump entrera le 20 janvier officiellement en fonction à la Maison Blanche pour succéder à Joe Biden. En ce début d'année, on ne peut que se perdre en conjectures quant à ce que sera la politique asiatique du 47ème président des États-Unis d'Amérique, élu pour un second et dernier mandat qui s'achèvera en 2029. [1]

L'administration Biden s'était largement focalisée sur le renforcement des liens unissant les États-Unis avec leurs partenaires asiatiques, afin de faire contrepoids à l'influence grandissante de la Chine dans la région. Un changement de priorités de la part de la nouvelle administration Trump pourrait forcer les alliés asiatiques de l'Amérique à s'ajuster à une politique étrangère plus transactionnelle conduite par le nouvel hôte de la Maison Blanche.

Dans la période d'instabilité attendue pour le reste du monde comme pour l'Amérique après l'entrée de Donald Trump à la Maison Blanche, Francis Fukuyama prédisait : « If I was an Asia ally, I would be very worried



indeed », en poursuivant : « If anyone in Asia thinks the US is going to be able to do more to support allies like Japan at a time like this, they are crazy. ».

Il semble que les pays d'Asie en soient de fait tout à fait conscients.

Le Japon a en tout cas déjà anticipé ce possible changement de cap, en décidant d'augmenter son budget de la défense à 2 % d'ici à 2027 sur la base de son analyse de la situation stratégique dans son environnement régional (menaces chinoises, russes et nord-coréennes) que rappelait l'ex-chef de gouvernement, M. Kishida : « L'Ukraine d'aujourd'hui pourrait être l'Asie orientale de demain ». Mais si Tokyo s'est engagé à augmenter ses dépenses de défense en réponse aux menaces à sa sécurité régionale, l'affaiblissement du yen a sapé ces efforts et a incité le département du Trésor américain à maintenir le Japon sur une liste de surveillance pour d'éventuelles manipulations monétaires.

En tant que plus grand acheteur étranger de bons du Trésor, le Japon devrait normalement être récompensé pour son aide au financement de la dette massive des États-Unis, mais certains membres de l'équipe Trump considèrent ces flux de capitaux entrants comme un moteur des déficits commerciaux américains et ont émis l'idée de les taxer. Et ce qui est peut-être le plus susceptible d'attirer l'attention de Trump, c'est que l'excédent commercial du Japon avec les États-Unis reste obstinément élevé.

La rhétorique belliqueuse de Trump et sa vision transactionnelle de la diplomatie devraient mettre à l'épreuve la politique étrangère centrée sur les États-Unis du président sud-coréen Yoon (dont le parlement a voté le 14 décembre 2024 la destitution, à la suite de sa tentative controversée d'instaurer la loi martiale. Le Premier ministre Han Duck-soo, qui assumait l'intérim en attendant la décision finale de la Cour constitutionnelle, a également été destitué.).

Il est assez vraisemblable, au même titre que les autres pays asiatiques qui sont dans ce cas, que Trump appelle à la renégociation d'un accord de partage des coûts signé en octobre 2024 par les États-Unis et la Corée du Sud. En plus de demander plus d'argent, d'autres exigences de la part de la nouvelle administration Trump pourraient inclure davantage d'investissements coréens aux États-Unis, en particulier dans des secteurs stratégiques tels que les semi-conducteurs et

l'IA, ainsi qu'une adoption plus rapide de contrôles à l'exportation et d'autres mesures de sécurité économique contre la Chine.

Cette pression pour s'aligner plus étroitement sur la politique américaine, sur fond de menaces potentielles de Washington de se retirer partiellement ou totalement de la péninsule, pourrait bien remettre en question la stratégie diplomatique traditionnelle de Séoul consistant à rester en bons termes à la fois avec les États-Unis et avec la Chine, comme c'est à peu près le cas pour tous les pays asiatiques désireux de continuer à commercer avec leur grand voisin tout en obtenant des États-Unis une protection militaire contre les poussées hégémoniques de Pékin.

Ainsi la crainte d'un affaiblissement de l'engagement américain pourrait alimenter les débats nationaux existants sur l'opportunité de lancer un programme d'armes nucléaires local pour dissuader la menace nord-coréenne indépendamment des États-Unis. Si Trump insiste pour une reprise des négociations diplomatiques entre les États-Unis et la Corée du Nord (« I would invite Kim Jong-Un to a baseball game »), Séoul risque d'être complètement marginalisée dans les négociations, compte tenu de ses relations au plus bas avec Pyongyang.

Le style diplomatique transactionnel de Trump pourrait tout aussi bien creuser un nouveau fossé entre Séoul et Tokyo – tout autant qu'il pourrait persuader leurs voisins proches de poursuivre des relations encore plus étroites pour se prémunir contre l'incertitude américaine – même si la faiblesse du leadership politique japonais avec l'élection du nouveau Premier ministre Ishiba pourrait rendre des avancées décisives dans les relations nippo-coréennes plus compliquées.

L'Inde semble quant à elle moins préoccupée par l'élection de Trump. C'est au moins ce que le ministre des Affaires étrangères Jaishankar semble nous amener à penser quand il dit au sujet de la relation entre Delhi et Washington : « Like any relationship there were issues. But overall...in those four years, did our relationship deepen ? Did it grow ? Absolutely. ».

Peu de pays semblent en effet aussi satisfaits de la victoire de Trump que l'Inde – Narendra Modi et Donald Trump partagent une affinité personnelle et idéologique -, et Trump héritera après la présidence Biden d'une relation bilatérale américano-indienne qui n'a

jamais été aussi solide.

Cependant, si le commerce entre l'Inde et les États-Unis s'est beaucoup développé au cours de ces dernières années, l'Inde continue d'avoir un excédent commercial important sur son nouvel « ami » américain. Au-delà de cela, l'approche historiquement protectionniste de New Delhi en matière de commerce et d'économie nationale est considérée comme problématique par certains des Conseillers les plus importants de Trump, notamment l'ancien représentant américain au Commerce, Robert Lighthizer. Par conséquent, comme l'Europe, l'Inde pourrait bien risquer de se voir imposer des droits de douane dans des secteurs tels que les produits pharmaceutiques ou autres dans lesquels elle excelle. Trump a d'ailleurs déjà attaqué l'Inde pour sa propre utilisation de droits de douane et de restrictions commerciales contre les entreprises américaines.

Avec la Chine, il y a fort à parier que l'administration Trump adoptera une ligne encore plus dure que celle de son prédécesseur qui lui-même s'en était fait le continuateur. Comme précédemment, les stratégies chinoises semblent même d'ailleurs s'attendre à une rhétorique encore plus enflammée et à des tarifs douaniers potentiellement paralysants de la part de Trump (NDA : Trump leur a déjà annoncé une augmentation de 10 % dès qu'il fera son entrée à la Maison Blanche), même si certains pensent que sa politique étrangère isolationniste pourrait donner à Pékin l'occasion d'un vide que la capitale chinoise saisira pour étendre encore davantage son influence mondiale.

On peut tout de même parier que les dirigeants chinois – qui épousent la même philosophie que Trump sur l'aspect transactionnel – s'efforceront de maintenir une apparence de relation personnelle cordiale avec la nouvelle administration américaine, tout en continuant d'intensifier leurs efforts pour projeter la puissance et la force de la Chine en dehors de ses frontières, dont en direction de l'île qui lui fait face et qu'elle revendique comme faisant sienne.

La jeune démocratie taïwanaise sait déjà qu'elle sera soumise au même tarif que ses voisins asiatiques – ce dont Pékin pourra au passage se réjouir. Le pas encore président Trump a déjà annoncé la couleur au presque allié des États-Unis : « I know the people very well, respect them greatly. They did take about 10 % of our chip business. I think Taiwan should

pay us for defense. You know, we're no different than an insurance company. Taiwan doesn't give us anything ». Il lui faudra donc comme les autres mettre la main à la poche pour augmenter ses chances de continuer à pouvoir bénéficier du parapluie américain.

La politique chinoise actuelle de Trump se concentrant sur l'imposition de droits de douane élevés – jusqu'à 60 %, selon l'Agenda Trump 47 – sur l'importation de produits chinois, on ne peut non plus exclure que le nouveau locataire de la Maison Blanche tente en agitant cette menace (qui d'ailleurs irait aussi à l'encontre des intérêts des Américains devant payer plus cher leurs achats importés de l'étranger) de parvenir à un accord commercial avec Pékin tout en faisant quelques concessions à la capitale chinoise sur la technologie des semi-conducteurs, voire sur la question de Taïwan. Taïwan pourrait bien faire les frais d'une telle manœuvre, qui irait toutefois à l'encontre du consensus républicain rallié à la cause taïwanaise et partisan d'une dissuasion contre la Chine nécessitant de redoubler d'efforts en matière de mesures de sécurité économique.

Enfin, on ne peut non plus exclure que les deux grandes puissances quasi alliées que sont la Chine et la Russie, cherchent dans un tel contexte d'imprédictibilité à tester la solidité des alliances et des engagements conclus par Washington avec les pays de l'Indopacifique.

[1] Selon le 22^{ème} amendement de la Constitution américaine : « Nul ne pourra être élu à la présidence plus de deux fois ». Au cas où Donald Trump se prendrait à rêver à un troisième mandat qui l'amènerait jusqu'à 2008, soit un an après la fin du troisième mandat (2022-2027) hors normes (permis par un amendement à la Constitution chinoise) de son plus grand adversaire, le « chairman » Xi Jinping, une modification de la Constitution serait nécessaire. L'amendement allant dans ce sens nécessiterait une adoption à la majorité des deux tiers de la Chambre des représentants et du Sénat, ainsi qu'aux trois quarts des assemblées législatives des 50 États américains, ce qui semble a priori impossible dans le système démocratique actuel des États-Unis.



Jean-Raphaël Peytregnet

Diplomate de carrière après s'être consacré à la sinologie en France, Jean-Raphaël Peytregnet a, entre autres, occupé les fonctions de consul général de France à Canton (2007-2011) et à Pékin (2014-2018) ainsi qu'à Mumbai/Bombay de 2011 à 2014. Il était responsable de l'Asie au Centre d'Analyse, de Prospective et de Stratégie (CAPS) rattaché au cabinet du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères (2018-2021).



Entretien Nouveaux Regards

Mohan Kumar, ancien ambassadeur d'Inde en France

Propos recueillis par Jean-Raphaël Peytregnet

Jean-Raphaël Peytregnet : Le tracé des frontières séparant la République d'Inde et la République Populaire de Chine reste une question épineuse entre les deux pays. La Chine, en particulier, en conteste le tracé. Elle occupe l'Aksai Chin depuis sa guerre d'agression contre l'Inde en 1962. Elle revendique l'État indien de l'Arunachal Pradesh comme faisant partie de son territoire qu'elle dénomme sur sa nouvelle carte géographique « le Nan Xizang (Tibet du sud) » et donne des noms en chinois aux villes de cet État pour mieux affirmer son appartenance à la RPC. De graves échauffourées entre les forces militaires des deux pays se sont produites en juin 2017 à la passe du Doklam puis de 2020 à 2022 dans la vallée de la rivière Galwan causant la mort de 20 soldats du côté indien et de plus de 40 du côté chinois. Au regard de la guerre d'agression menée par la Russie du président Poutine contre l'Ukraine dont elle revendique les oblasts orientaux et la péninsule de Crimée, y a-t-il une crainte de la partie indienne que la Chine suive l'exemple de son partenaire russe ?

Mohan Kumar : Il n'y a vraiment aucune crainte d'un point de vue rationnel que la Chine commette le type d'agression contre l'Inde que la Russie a commis contre l'Ukraine. Même s'il existe un écart de puissance important entre la Chine et l'Inde, je pense que la Chine n'aurait pas grand-chose à gagner à envahir l'Inde. La Chine est confrontée à de réels défis concernant Taiwan, la mer de Chine méridionale et la mer de Chine orientale. En ce sens, l'Inde ne constitue pas le défi de sécurité le plus important pour la Chine. Cela ne signifie pas que la Chine ne suivra pas une politique d'encerclement en cultivant des voisins comme le Pakistan et le Népal, ou qu'elle ne continuera pas à grignoter le territoire indien. Mais mon point de vue est que la Chine réalise qu'elle a commis une erreur au Ladakh en 2020 et cela explique pourquoi elle a accepté le rapprochement actuel avec l'Inde. Trump et son

imprévisibilité ont peut-être également été un facteur. Je m'attends donc à ce que le dégel des relations sino-indiennes se poursuive, lentement mais sûrement.

Comment se positionne l'Inde par rapport à ses deux voisins depuis que ces derniers ont conclu un accord informel en 2022 pour coordonner leurs actions diplomatiques et économiques et construire une alliance de facto, (selon Vladimir Poutine : « pas d'alliés, mais meilleure que des alliés ») qui « ne s'interdit aucun domaine de coopération » contre les États-Unis. Notamment par rapport à Moscou dont on sait que Delhi est très dépendante, notamment pour ses approvisionnements en gaz et pétrole et en armements ?

La relation sino-russe est un réel sujet de préoccupation pour l'Inde. C'est peut-être la première fois que ces deux pays sont sur le point de reformer une alliance, ce qui réduit considérablement l'autonomie stratégique de l'Inde. L'Inde n'a pas le pouvoir de changer totalement ou de contrer cette situation, mais elle fera tout ce qu'elle peut pour cultiver ses relations avec la Russie et l'empêcher de devenir complètement un partenaire junior de la Chine.

La Russie est un pays fier et on ne peut pas s'attendre à ce qu'elle soit satisfaite de la situation actuelle, mais elle est impuissante face à l'Occident et dépend donc de la Chine. Mais la Chine n'est pas non plus très satisfaite de l'entrée en guerre des soldats nord-coréens aux côtés des Russes, ce qui fait qu'une dynamique complexe se développe.

Comment définiriez-vous la politique conduite par le Premier ministre Shri Narendra Modi sur le plan intérieur comme extérieur ? Au plan domestique, M. Modi semble s'inspirer du modèle de développement chinois qui lui a plutôt bien réussi pendant ces trente dernières années (un peu moins à présent alors que Xi Jinping donne la priorité au

secteur étatique contre le secteur privé), l'Inde est engagée sur une voie de rattrapage de l'économie chinoise, avec un PIB qui aujourd'hui est largement supérieur à celui de la Chine. Sa population a dépassé en nombre celle de la Chine qui connaît une décroissance démographique à cause de sa politique de l'enfant unique (depuis abandonnée), sa population vieillit alors que celle de l'Inde est majoritairement jeune. L'Inde vers laquelle se tourne de plus en plus d'investissements étrangers pourrait-elle selon vous rattraper la Chine ou s'affirmer de plus en plus comme un concurrent de cette dernière ?

Modi, sur le plan interne, a certainement tenté de reprendre les rênes du BJP. Mais la presse occidentale a fait preuve de préjugés à son égard en parlant de « recul démocratique », etc. La plupart des Indiens ne sont pas d'accord avec cette analyse. En outre, les dernières élections, qui n'ont pas donné une majorité complète à Modi, sont la preuve que la démocratie indienne est bien vivante et sait se rebiffer.

En comparaison avec la Chine, je pense franchement que l'Inde a beaucoup de retard à rattraper. Le PIB de l'Inde est de 4 000 milliards de dollars, celui de la Chine de 18 000 milliards, c'est donc vraiment sans aucune comparaison. Je pense que l'Inde suivra sa propre trajectoire de développement, qui n'imitera peut-être pas nécessairement celle de la Chine. Ce sera l'« India Way », dont parle dans son livre ("The India way – Strategies for an uncertain world") le ministre des Affaires étrangères Subrahmanyam Jaishankar.

Les Chinois font face à deux scénarios cauchemardesques : (a) Le premier, ils ne veulent pas que le PCC (Parti Communiste Chinois) subisse le même sort que le Parti Communiste Soviétique sous Gorbatchev. (b) Le second, si l'Inde réussit d'une manière ou d'une autre, alors les gens du peuple en Chine pourraient se poser la question suivante : si l'Inde peut réussir en tant que démocratie, pourquoi pas la Chine ? Et cela pourrait alors poser un problème au PCC.

La « plus grande démocratie du monde » se voit adresser de la part des démocraties occidentales des critiques pour la « dérive autoritaire » qui serait conduite par M. Modi, critiqué par certains médias et universitaires pour son autoritarisme et faisant la promotion de « l'hindutva » (hindouïté/indianité) dirigée contre la population musulmane indienne. Ces critiques sont-elles selon vous fondées ? Quel

avis formez-vous au sujet de la politique menée par le Premier ministre qui vient d'obtenir un troisième mandat mais en perdant sa majorité à la Lok Sabha (Chambre basse) ?

Les critiques adressées par l'Occident contre Modi et son « hindutva » sont franchement exagérées et sans fondement et je les rejetterais personnellement d'emblée. Oui, Modi est un leader fort, mais l'Inde aime les dirigeants forts comme l'était Indira Gandhi avant lui. L'Occident ne comprend pas cela. Comme pour tous les dirigeants démocrates, de nombreuses personnes en Inde aiment sa politique et d'autres non. C'est ça, la démocratie.

Depuis la partition en 1947 entre l'Inde et le Pakistan, les relations entre les deux pays ont connu des hauts et des bas, et même plutôt des bas du fait des affrontements meurtriers qui ont eu lieu au cours des décennies qui ont suivi. Comment qualifieriez-vous l'état des relations entre Delhi et Islamabad aujourd'hui ? Et l'avenir des relations entre deux pays dotés de l'arme nucléaire ? Le fait que les Taliban se soient emparés du pouvoir en Afghanistan et contrôlent désormais ce pays après le départ précipité des troupes d'occupation américaines constitue-t-il un facteur de préoccupation pour votre pays ? Le risque d'attentats terroristes contre votre pays est-il plus grand ? Comment l'Inde entend gérer cette nouvelle donne dans son voisinage immédiat ?

Les relations de l'Inde avec le Pakistan sont au plus bas. Ce gouvernement ne reprendra pas langue avec le Pakistan tant que ce dernier ne mettra pas complètement fin au terrorisme en tant qu'instrument de sa politique. Il y a actuellement certains changements au Pakistan, donc un rapprochement entre nos deux pays pourrait se produire dans le futur. Mais il est difficile de prédire combien de temps cela prendra.

La prise de contrôle de l'Afghanistan par les Taliban n'a pas joué en faveur du Pakistan, comme ce pays l'avait espéré. L'Inde quant à elle procède à des ouvertures subtiles en direction des Taliban. L'Afghanistan est un voisin trop important pour que l'Inde puisse l'ignorer complètement.

Je pense que Delhi estime que la menace terroriste contre l'Inde demeure, mais qu'elle a probablement diminué. Cela peut également être dû au fait que l'actuel gouvernement Modi est considéré comme



fort et ne restera pas silencieux, comme cela a été le cas pour le gouvernement indien en 2008 après que le Pakistan a mené des attaques terroristes meurtrières contre Mumbai.

La France soutient l'entrée de l'Inde au Conseil de Sécurité des Nations Unies. Quels sont selon vous les obstacles qui empêchent cette entrée ? Ne pensez-vous pas qu'elle serait utile dans la situation actuelle où le contexte international se voit bouleversé par l'agression russe de l'Ukraine et la crise au Moyen-Orient et pourrait encore se dégrader avec l'entrée en jeu de la Corée du Nord et de l'Iran en particulier ? L'Inde remet-elle en cause, comme c'est le cas de la Russie et de la Chine, l'ordre international ? Comment se positionne-t-elle par rapport au « sud global », un ensemble de pays très hétérogène dont la Chine et la Russie semblent vouloir constituer un bloc contre les démocraties occidentales, les États-Unis en premier ?

La France est peut-être sincère lorsqu'elle affirme que l'Inde devrait devenir membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU.

Mais d'autres pays n'en parlent que pour la forme et l'Inde en est consciente.

Cela dit, la Chine est probablement le pays qui est résolument opposé à l'adhésion de l'Inde au Conseil de sécurité en tant que membre permanent. Du point de vue de Pékin, une telle adhésion ternirait l'éclat de la Chine en tant que seul pays asiatique au Conseil de sécurité.

Dans un monde incertain, rendu encore plus imprévisible avec la réélection de Trump à la présidence, la relation franco-indienne revêt une grande importance et pourrait être un facteur de stabilité mondiale. La fin de la guerre en Ukraine est importante pour l'Inde, car nous voulons que l'UE et la France jouent pleinement leur rôle légitime dans la création d'un monde véritablement multipolaire.



Mohan Kumar

L'ambassadeur Mohan Kumar a passé 36 ans au sein du ministère indien des Affaires extérieures et a occupé divers postes diplomatiques à Genève, Paris, Colombo, Belgrade et Rabat. Il a été le principal négociateur de l'Inde au GATT, puis à l'OMC à Genève. Il a été ambassadeur de l'Inde en France basé à Paris de 2015 à 2017. Depuis sa retraite, il est doyen/professeur de l'O.P. Jindal Global University à Sonipat, en Inde. L'adresse de sa page internet [[lien](#)].



Entretien Nouveaux Regards

Vice-Amiral Hiroshi Egawa, commandant du Maritime Command and Staff College japonais

Propos recueillis par Jean-Raphaël Peytregnet

Le 6 novembre 2024, le vice-amiral (VADM) Hiroshi Egawa, commandant du Maritime Command and Staff College japonais, a été reçu à l'Assemblée Nationale par M. le Député Olivier Becht, avec le soutien et en présence de la France Japan Foundation. Après une introduction de M. Becht, le vice-amiral est intervenu sur le thème : « L'avenir des alliances navales mondiales : renforcer le partenariat pour la paix et la stabilité ».

Bonjour et merci pour cette aimable introduction M. le Député, ainsi que pour votre accueil chaleureux.

Je suis le Vice-Amiral Egawa, Président du Collège de Commandement et d'État-Major des Forces d'Autodéfense Maritimes du Japon. Je suis honoré d'avoir eu cette opportunité de m'entretenir lors d'une réunion séparée avec Monsieur Olivier Becht, ainsi qu'avec vous tous, acteurs impliqués dans les relations franco-japonaises.

J'ai appris que la France Japan Foundation a été créée cette année et que son événement inaugural s'est tenu en juillet à l'Ambassade de France à Tokyo. Je trouve remarquable que cette Fondation œuvre à la promotion des échanges entre la France et le Japon, en offrant une plateforme aux personnes engagées dans les relations franco-japonaises pour échanger des idées et renforcer les liens durables entre nos deux pays.

Les relations modernes entre le Japon et la France ont commencé avec le Traité d'amitié et de commerce signé en 1858. À l'époque, le Shogunat Tokugawa avait pris conscience du retard du Japon par rapport à la civilisation occidentale, et la défense maritime était une priorité nationale.

Le Shogunat avait sollicité le soutien de la France pour construire une marine, et la France, généreusement, a accepté. En 1865, l'ingénieur naval français François Léonce Verny est venu au Japon.

C'est ainsi que la première base navale japonaise, comprenant des installations de

construction navale, a été construite à Yokosuka. Le premier dock, construit par Verny il y a plus de 150 ans, est toujours opérationnel aujourd'hui, témoignant de la grande qualité de la technologie française et du leadership exceptionnel de Verny. Pour honorer ses réalisations, Yokosuka et Brest sont jumelées depuis 1970.

Aujourd'hui, je souhaiterais vous parler de l'environnement de sécurité entourant le Japon, de ses initiatives pour renforcer ses capacités de défense et la sécurité régionale, ainsi que des coopérations entre le Japon et la France en matière de défense.

L'ordre international libre, ouvert et stable est aujourd'hui menacé par des défis sérieux dans un contexte de bouleversements historiques des équilibres de pouvoir et d'intensification des compétitions géopolitiques.

Jusqu'à présent, les nations démocratiques avancées, y compris le Japon et la France, se sont consacrées à la défense des valeurs universelles telles que la liberté, la démocratie, le respect des droits fondamentaux et l'État de droit.

Elles ont joué un rôle de leader dans la construction d'une société internationale fondée sur la coexistence et la coprosperité.

L'invasion russe de l'Ukraine nous a rappelé une fois de plus que la mondialisation et l'interdépendance ne suffisent pas, à elles seules, à garantir la paix dans le monde. Au cours des vingt dernières années, certains pays ont montré qu'ils ne partageaient pas ces valeurs universelles,



ont étendu leur influence par des moyens militaires et non militaires, tentant de modifier unilatéralement le statu quo et de défier l'ordre international.

Nous avons appris la difficulté de prédire avec précision le moment où un pays ou un dirigeant autoritaire pourrait envisager de menacer directement un autre pays, et mettre sa menace à exécution.

En outre, nous ne pouvons ignorer les acteurs non étatiques. Par exemple, la situation en mer Rouge, une voie de communication maritime essentielle, est menacée par des acteurs régionaux.

L'ONU ne parvient pas à remplir pleinement ses fonctions, notamment en raison de la Russie, qui viole sans hésitation le droit international, bien qu'elle soit membre permanent du Conseil de sécurité.

Je voudrais maintenant me concentrer sur la région Indopacifique, en particulier sur la situation de sécurité entourant le Japon. La région Indopacifique est le cœur du dynamisme économique mondial et abrite plus de la moitié de la population de la planète, produisant 60 % du PIB mondial. Le dynamisme de l'intersection des océans Pacifique et Indien constitue un moteur de croissance pour l'économie mondiale. Cependant, plusieurs acteurs possédant de grandes forces militaires, y compris des armes nucléaires, ne partagent pas les valeurs universelles.

Permettez-moi d'aborder trois cas notables : la Chine, la Corée du Nord et la Russie.

La Chine : Sous des objectifs nationaux tels que « la renaissance de la grande nation chinoise », la Chine développe rapidement et largement ses capacités militaires, y compris nucléaires et balistiques, sans transparence. Elle intensifie également ses tentatives de modifier unilatéralement le statu quo par la force en mer de Chine orientale et méridionale, ainsi que dans les espaces aériens. La Chine n'écartera pas l'idée d'utiliser la force militaire pour "l'unification" de Taïwan à son continent, ce qui pourrait donner lieu à une situation aussi grave que l'agression russe en Ukraine, notamment en Asie de l'Est.

La Corée du Nord : Elle a lancé à plusieurs reprises des missiles balistiques pour améliorer ses capacités, y compris des missiles intercontinentaux (ICBM) pouvant atteindre le territoire américain. La Corée du Nord cherche à renforcer rapidement ses capacités nucléaires en quantité et en

qualité, posant ainsi une menace grave et imminente pour la sécurité du Japon.

La Russie : Elle n'hésite pas à recourir à la force militaire pour atteindre ses objectifs stratégiques. De plus, elle renforce sa coordination stratégique avec la Chine et la Corée du Nord, comme en témoignent ses exercices militaires conjoints à proximité du Japon.

Ces défis placent l'environnement de sécurité du Japon au niveau le plus complexe et grave depuis la Seconde Guerre mondiale, comme l'indique notre dernière Stratégie de sécurité nationale qui a été publiée.

La Stratégie de sécurité nationale du Japon décrit l'archipel japonais comme une ligne de front pour protéger l'ordre international fondé sur des règles et des valeurs universelles.

En 2023, l'Armée de l'Air japonaise (JASDF) a effectué 700 missions d'interception, dont 70 % visaient des avions militaires chinois et 30 % des aéronefs russes et nord-coréens. La Marine japonaise (JMSDF), quant à elle, reste constamment en mer pour patrouiller, défendre les eaux territoriales et protéger la population des lancements de missiles balistiques nord-coréens. Par ailleurs, l'influence croissante de la Chine dans d'autres régions du monde reste préoccupante, notamment en raison de l'exploitation de la dépendance économique de certains pays que Pékin utilise pour exercer des pressions sur ces derniers.

Face à cette situation de sécurité en constante évolution, le Japon a révisé sa Stratégie de sécurité nationale en 2022 et a adopté une nouvelle **Stratégie de défense nationale** en parallèle. Le gouvernement japonais prévoit de :

- Doubler son budget de défense pour atteindre 2 % de son PIB d'ici 2027.
- Renforcer ses capacités opérationnelles multi-domaines.
- Développer des capacités de contre-attaque à longue portée, des systèmes autonomes, des capacités de défense antimissile balistique, ainsi que ses infrastructures de renseignement et de commandement.

Sur le plan diplomatique, le Japon travaille activement à la création d'un

environnement de sécurité stable et prospère, notamment en approfondissant la coopération avec ses alliés et les pays partageant les mêmes valeurs, comme la France.

Le Japon accorde une importance particulière à la région Indopacifique, qui constitue le moteur de l'économie mondiale. La préservation de l'ordre et du développement stable dans cette région a des répercussions importantes, non seulement pour les pays riverains, mais aussi pour leurs partenaires en Europe et ailleurs.

Dans cette perspective, la **puissance maritime** joue un rôle central. La région Indopacifique, composée d'îles et de vastes étendues maritimes, nécessite une surveillance et une protection maritimes rigoureuses. La France, en tant que nation Indopacifique, possède deux tiers de sa Zone Économique Exclusive (ZEE) dans cette région et y compte quelque deux millions de citoyens.

En raison de l'environnement sécuritaire complexe, la présence accrue de nations européennes amies dans l'Indopacifique, comme la France, envoie un message important pour maintenir la liberté et l'ordre de navigation en mer.

Je tiens à exprimer ma profonde gratitude pour l'engagement actif de la France dans la région Indopacifique et pour les exercices bilatéraux qui renforcent la coopération militaire entre nos deux pays.

Le Japon, seul, ne peut relever tous les défis. Bien que son allié principal, les États-Unis, joue un rôle clé, leur attention se voit divisée entre l'Europe, le Moyen-Orient et l'Indopacifique. Il est donc essentiel d'approfondir les partenariats avec des pays comme la France afin de garantir une sécurité maritime durable à long terme.

La présence française dans l'Indopacifique est également un message encourageant pour les petites nations insulaires et les pays côtiers confrontés à des pressions sécuritaires croissantes de la Chine.

Enfin, quelques mots sur la recherche et le développement (R&D) en matière de défense.

En visitant l'exposition Euronaval, j'ai remarqué les différences entre la coopération en matière d'équipements de défense avec les États-Unis et celle avec la France. Les systèmes français sont ouverts et uniques, contrairement aux « boîtes noires » américaines qui compliquent les réparations et ralentissent les opérations. Je vois ici de nombreuses opportunités de collaboration entre le Japon et l'Europe, notamment avec la France, pour accélérer les coopérations technologiques et sécuritaires. Je vais partager ces impressions à Tokyo et m'efforcer de renforcer les coopérations bilatérales dans ce domaine.

Merci beaucoup.



Hiroshi Egawa

Le Vice-amiral Hiroshi Egawa, né en 1990 à Nagasaki, est diplômé du Collège médical de la Défense nationale avant de rejoindre les Forces maritimes d'autodéfense japonaises (JMSDF). Parmi ses fonctions clés, il a commandé l'escorteur Mineyuki, été attaché de défense aux États-Unis et dirigé la 5^e flottille d'escorte. Depuis 2022, il préside le Collège de commandement et d'état-major des JMSDF, axant son action sur l'éducation stratégique et le leadership. Il a renforcé la sécurité maritime, notamment dans l'océan Indien et le golfe d'Aden, et œuvre pour la coopération internationale en prônant dialogue et transparence.



Analyse

Le Japon coincé entre **Taiwan** et la **Chine**

Par CHEN Yo-Jung

Alors que l'attention du monde se focalise sur les conflits au Moyen-Orient et en Ukraine, un autre foyer de crise couve en Asie orientale et risque d'éclater à tout moment, avec des répercussions à l'échelle mondiale et le potentiel de mener, à court, moyen ou long terme, à une guerre ouverte entre les premières et secondes puissances mondiales.

La République Populaire de Chine (RPC) a en effet pour objectif d'annexer (« unifier » selon son lexique en chinois, « réunifier » dans sa traduction en langue occidentale) par la force, si nécessaire, la République de Chine à Taiwan que Pékin considère comme appartenant à la RPC et le territoire que celle-ci contrôle et gouverne. Les États-Unis et leurs alliés pourraient s'opposer par des moyens militaires à une telle tentative d'annexion par la force quand ils appellent Pékin et Taipei à trouver une solution à leur contentieux par la voie pacifique (eg. négociations).

La possibilité que la Chine communiste passe à l'acte est probable mais pas absolument certaine tout au moins à court terme, étant par ailleurs soumise au comportement des principaux acteurs, USA et RPC en premier.

Pour ce qui la concerne, la RPC ne cesse de clamer depuis sa fondation en 1949 sa détermination à « unifier » (et non à « réunifier ») Taiwan à la « terre des ancêtres » (« zuguo » mis pour la Chine). Si le « chairman » Xi Jinping fait de l'annexion de Taiwan la condition absolue et nécessaire pour parvenir à la « renaissance de la grande nation chinoise » depuis son arrivée au sommet du pouvoir en 2012, force est de constater une hésitation certaine du pouvoir chinois et/ou de l'Armée Populaire de Libération à passer à l'action devant l'ampleur des enjeux qu'ils se devraient rationnellement de prendre en compte : intervention militaire très probable des États-Unis qui ne peuvent se permettre « d'abandonner » leur allié de facto taiwanais au risque de se décrédibiliser dans la région en cas de non intervention ; conséquences négatives pour l'économie chinoise et pour son image au plan international avec des

fortes sanctions à la clef en cas d'attaque non provoquée du côté adverse ; capacité actuelle de l'Armée Populaire de Libération de livrer une guerre d'envergure (elle n'a plus livré de guerre depuis son invasion du Vietnam en 1979, sans succès) contre les États-Unis et leurs alliés de la région (Japon, Australie, Philippines, Corée du Sud, Thaïlande, Taiwan, voire certains pays membres de l'OTAN), souci éventuel (Cf. massacre de la Place Tian'anmen en 1989) d'éviter un bain de sang entre « compatriotes chinois », etc.

D'autre part, Pékin semble aujourd'hui remettre en question la situation du relatif statu quo (poursuite des négociations avec Taipei aujourd'hui arrêtées du fait de Pékin) qui régnait entre « les deux rives du détroit ». Au cours de ces dernières années et jusqu'à aujourd'hui, Pékin multiplie les incursions aériennes et maritimes de plus en plus rapprochées dans l'ADIZ (Zone d'Identification de Défense Aérienne) taiwanaise ; tirs de missiles armés dans les eaux taiwanaises (et dans la ZEE japonaise) ; mises en scène de blocus (encercllement) de l'île par des moyens militaires ; arrestations et condamnations d'entrepreneurs taiwanais sur le sol continental au prétexte qu'ils nourriraient des pensées « indépendantistes », etc.

Dans sa très grande majorité, la population de la jeune démocratie taiwanaise (première élection présidentielle et législatives au suffrage universel direct en 1996) se prononce en faveur du maintien du statu quo et s'oppose dans tous les cas à une « unification » avec la RPC qui serait pour elle synonyme « d'annexion » pure et simple et de suppression de ses libertés fondamentales et d'un État de droit chèrement acquis, comme cela a été le cas



pour Hong Kong après sa reprise en main brutale par Pékin. Dans le même temps, Taïwan exporte près de 40 % de ses marchandises vers le marché chinois (y compris Hong Kong) mais l'on observe aussi une baisse constante de celles-ci comme de ses investissements sur le continent.

Si les États-Unis, comme tous les autres pays n'entretenant pas de relations diplomatiques avec la République de Chine à Taïwan, adhèrent au principe d'« une seule Chine » et « ne soutiennent pas l'indépendance de Taïwan », principes auxquels tient obstinément Pékin, Washington (et aussi Tokyo d'ailleurs) ne fait que « prendre note » (acknowledge) mais sans l'accepter de la position de la RPC selon laquelle Taïwan ferait partie intégrante du territoire chinois, estimant que le statut juridique au regard du droit international de Taïwan reste à ce jour « indéterminé ». La capitale américaine est par ailleurs tenue légalement par le « Taïwan Relations Act » (TRA) adopté par le Congrès en 1979 de « traiter les autorités gouvernantes de Taïwan comme elle le fait avec tous pays étrangers, nations, États, gouvernements, ou autres entités similaires ».

Et si la capitale américaine ne garantit pas explicitement une intervention militaire en cas d'attaque ou d'invasion (non provoquée) de Taïwan par la RPC, Washington est tenu de « maintenir la capacité des États-Unis à résister à tout emploi de la force ou d'autres formes coercitives qui pourraient mettre en danger la sécurité, la société ou le système économique du peuple taïwanais ». Le TRA stipule en outre que les États-Unis « considéreront tout effort pour déterminer l'avenir de Taïwan par d'autres formes que pacifiques, y compris par boycott ou embargo, comme une menace à la paix et à la sécurité de la région du Pacifique occidental et une grave préoccupation pour les États-Unis ». Pour l'administration américaine, le TRA prime sur les Trois communiqués conjoints signés avec Pékin, ainsi que sur « les six assurances » données à Taïwan sous l'administration Reagan, notamment en termes de fournitures d'armements.

« L'ambiguïté stratégique » américaine à l'égard de la défense de Taïwan a été pour ainsi dire levée à au moins quatre reprises par le président Joe Biden confirmant publiquement que les États-Unis interviendraient militairement contre la Chine au cas où cette dernière attaquerait Taïwan.

Avec le retour de Donald Trump à la Maison Blanche, l'avenir de Taïwan pourrait

s'assombrir. Pendant la campagne présidentielle américaine, le candidat républicain, qui n'est pas du genre à mâcher ses mots, s'était déjà déclaré opposé à ce que l'Amérique encoure les risques d'une guerre avec la Chine pour défendre « une petite île qui n'a même pas payé la facture de sa protection ». De là à ce que Pékin interprète les déclarations du président républicain comme un feu vert pour passer à l'action contre Taïwan ? Cela étant dit, le président élu avait également déclaré qu'il punirait la Chine de taxes douanières pouvant s'élever jusqu'à 200% si Pékin tentait d'envahir Taïwan...de quoi faire réfléchir la capitale chinoise.

Si dans leur grande majorité les pays européens éprouvent de la sympathie à l'égard de la démocratie taïwanaise (un exemple dérangentant pour son voisin chinois), ceux-ci, réalpolitik oblige, se voient contraints de ménager l'humeur du partenaire commercial incontournable qu'est la Chine et ainsi de souscrire à leur tour au principe « d'une seule Chine » - ce qui au passage ne les engage à rien, le rétablissement de relations diplomatiques de ceux-ci avec l'île n'étant guère envisageable.

Cette ambivalence n'a cependant pas empêché des pays européens de manifester leur soutien tacite pour Taïwan en envoyant à répétition et en collaboration avec l'US Navy leurs navires de guerre à travers le très sensible détroit de Taïwan (la marine française en 4/2023 et 10/2024, la marine allemande en 9/2024, l'US Navy et la marine canadienne en 10/2024, sans compter les marines néo-zélandaise et australienne et tout récemment la marine japonaise) sous le nez et au grand dam de Pékin pour qui ce détroit constitue un lac intérieur de la Chine.

La subtilité de la réponse occidentale a été portée à son comble dans le cas particulier de la frégate française *Prairial* qui a traversé le détroit en question en avril 2023. Son timing était bien calculé: non seulement s'est-il déroulé au beau milieu d'un des exercices chinois d'encerclement et d'intimidation de Taïwan mais, en plus, au lendemain d'une visite d'État en Chine du président Macron. Celui-ci, à son retour, a étonné l'Amérique et ses alliés en revendiquant l'autonomie de décision de l'UE sur la question de Taïwan « sans faire preuve de suivisme à l'égard de Washington ni de Pékin ».

Voisin immédiat de Taïwan, le Japon est économiquement très lié à la Chine mais sentimentalement très proche de Taïwan pour des raisons historiques (l'île fut colonisée

par l'empire nippon de 1895 à 1945 et demeure jusqu'à ce jour très nipponophile). Tokyo a par ailleurs un intérêt vital à ce que sa route d'approvisionnement en ressources énergétiques en provenance du Moyen-Orient, qui passe au large de Taïwan, ne soit pas coupée au cas où la Chine passerait à l'action (tentative d'invasion ou de blocus) contre l'île. Par rapport aux autres pays, Tokyo est limité dans le choix de ses actions du fait de sa Constitution « pacifique », laquelle lui interdit de faire la guerre (sauf en cas d'autodéfense). Avec ses intérêts économiques et commerciaux non négligeables en Chine, le Japon ne peut lui aussi déroger, au risque de mécontenter son puissant voisin, au principe d'« une seule Chine » tout en appelant Pékin à ne pas faire de vagues dans le détroit de Formose.

La question de l'appartenance de Taïwan d'un point de vue historique

Depuis sa victoire de 1949 sur le régime nationaliste (KMT) de Chiang Kai-shek replié avec le reste de ses troupes à Taïwan dans l'attente d'une revanche, la Chine communiste a toujours fait de « l'unification » (tongyi) de Taïwan une cause nationale.

Le principal argument sur lequel se fonde Pékin est d'affirmer que Taïwan a toujours été une partie intégrante et inséparable de la Chine.

Or, au regard de l'histoire, rien n'est moins sûr.

D'après les archives, loin d'être une partie intégrante et inséparable de la Chine, Taïwan a de tout temps été considérée par les dynasties successives chinoises comme une « terre sauvage se situant en dehors de la sphère (chinoise) de la civilisation » (化外之地) et donc hors de son territoire.

Peuplée d'aborigènes d'origine austronésienne et de migrants chinois venus principalement de la province du Fujian faisant face à Taïwan (dont les ancêtres de l'auteur), l'île a été « découverte » en 1542 par les Portugais qui l'ont nommée « Ilha Formosa » (île belle). Celle-ci servait à l'époque de base aux pirates et ne figurait pas sur les cartes géographiques impériales chinoises. Quand le Japon du Régent retiré (Taiko) Toyotomi Hideyoshi tenta en 1593 de faire de Taïwan un vassal, son émissaire ne trouva personne à qui remettre sa demande...

Formosa devint par la suite l'objet des

convoitises des navigateurs-commerçants européens. Portugais, Espagnols, Néerlandais, et même brièvement Français (tentatives de débarquement de la flotte de l'amiral Courbet repoussées en 1884 et en 1885) se sont succédés pour s'établir sur ce territoire.

En 1624, dans un geste témoignant du désintéressement total de la Chine pour cette « terre sauvage », la dynastie (d'ethnie han) Ming (1368-1644), soucieuse d'éloigner les Européens de ses côtes, proposa aux Hollandais de prendre possession de Taïwan à titre pérenne.

Avec la bénédiction de la Chine, les Néerlandais n'en furent que trop contents pour régner en toute légitimité sur la grande île qu'ils transformèrent en une escale importante sur la route commerciale liant l'Asie du Sud-est au Japon. Pendant les 38 années de leur règne, les Bataves eurent à combattre les Espagnols qui leur disputaient la domination de l'île. Ce n'est qu'en 1642 que les Hollandais réussissent à en chasser les Espagnols pour être enfin seul maître de Taïwan auquel la dernière dynastie véritablement chinoise d'ethnie han ne daignait toujours pas de s'intéresser.

En 1662, les Hollandais en furent à leur tour expulsés vers Batavia (Indonésie) par le puissant clan de Zheng Chenggong (Koxinga), pirate et général loyal à la défunte dynastie Ming et opposé à la nouvelle dynastie mandchoue des Qing (1644-1911). Taïwan se trouve alors en partie administrée pendant deux décennies par le tout petit « royaume » Tongying gouverné par la famille Zheng dans la partie sud-ouest de l'île.

Ce n'est qu'en 1683 que la dynastie Qing réussit à venir à bout de la résistance des Zheng. Elle hésita cependant longtemps avant de décider d'inclure cette terre considérée comme « sauvage » dans son territoire national. Taïwan se trouve par la suite convertie en une région relevant de la province du Fujian et gouvernée par une administration locale (préfecture). Naissance de la toute première administration dite « chinoise » de l'île.

En 1871, lorsque le Japon proteste contre le massacre de 54 naufragés japonais par des aborigènes taïwanais, la Chine de la dynastie mandchoue Qing répond qu'elle n'est pas responsable de cet incident commis par des habitants d'une terre sauvage (化外之地) hors de sa juridiction

nationale (化外之民)... En 1894, battue par le Japon, la dynastie Qing consent à céder Taïwan à l'empire nippon, mettant fin à deux siècles d'administration effective de l'île-province par l'empire mandchou.

En 1945, après 50 ans d'occupation, le Japon défait par les armes « abandonne » tous ses droits sur Taïwan et ses dépendances (les Pescadores) sans préciser dans le Traité de Taipei signé le 28 avril 1952 avec les représentants du régime de Chiang Kai-shek repliés à Taïwan, ni dans le Traité de Paix de San Francisco de la même année, à quelles autorités l'île et ses dépendances sont rétrocédées : à la République de Chine de Chiang à Taïwan ou à la République Populaire de Chine de Mao ? De ce fait, pour les juristes internationaux, le statut de Taïwan est « indéterminé ». Par ailleurs, à cette époque, la plupart des démocraties occidentales reconnaissaient encore le régime de Chiang à Taïwan comme l'unique représentant légitime de la Chine.

De là naît la question épineuse des « deux Chines » qui n'est à ce jour toujours pas réglée. L'une, la République Populaire de Chine (中华人民共和国) qui considère que Taïwan lui appartient, l'autre qui s'estime « indépendante » (de facto) et « souveraine » par rapport au continent (mais sans oser aller jusqu'à se déclarer officiellement « indépendante »), sous l'appellation (actuelle et provisoire ?) de « République de Chine (Taïwan) » 中華民國 (台灣).

Taïwan aujourd'hui

De 1949 à 1987, les premières décennies du régime dictatorial de Chiang Kai-shek à Taïwan ont été marquées par une répression sanglante de la population locale. Gouvernée d'une main de fer, celle-ci ne jouissait d'aucune liberté d'expression. Les partis politiques d'opposition étaient interdits et leurs représentants arrêtés et déportés dans un pénitencier sur l'île verte (Lü dao) au sud-est de Taïwan. De nombreux intellectuels locaux ont été purement et simplement exécutés.

Ce n'est qu'en 1987 que Taïwan, par une « révolution » pacifique, s'est débarrassée progressivement de la dictature du clan Chiang pour devenir une démocratie qui a depuis gagné en maturité par le jeu des alternances politiques. La jeune démocratie est classée au 10ème rang dans le Classement Mondial des démocraties de l'EIU (The Economist) en 2023, devant le Japon (16ème), la France (23ème), les USA

(29ème) et la Chine (178ème). La nature de son régime, État de droit garant des libertés fondamentales, constitue aujourd'hui son meilleur atout face à la menace croissante du régime autoritaire chinois. La population taïwanaise estime dans sa grande majorité qu'elle n'aurait rien à gagner à passer sous le contrôle d'un Parti unique, d'obédience communiste, de type dictatorial (c'est inscrit dans sa Constitution), hostile à la liberté d'expression.

Taïwan dispose par ailleurs d'un autre atout : la fabrication des semi-conducteurs de pointe. L'île est le premier fournisseur mondial de cette haute technologie. L'éventuelle destruction de cette industrie à la suite d'une invasion chinoise aurait des conséquences catastrophiques pour les industries (automobiles, aéronautique, électroménager, armement, etc.) de la planète. Il suffit de se rappeler la panique suscitée en 2021 par le naufrage d'un cargo qui avait bloqué le Canal de Suez pendant plus d'une semaine, privant les industries européennes de leur approvisionnement en puces taïwanaises...

Tout le monde a donc intérêt à ce que ce véritable bijou industriel ne tombe pas dans les mains d'une Chine connue pour ses pratiques de chantage industriel à des fins politiques.

Le Japon face à la tension croissante autour de Taïwan

Les enjeux sont énormes pour le Japon qui encourt un fort risque de devenir la première victime collatérale d'une éventuelle invasion chinoise de Taïwan.

La population nipponne, taïwanophile et habituée à une paix pérenne depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, demeure en général optimiste devant la tension croissante entre ses voisins immédiats, et nourrit la vague impression que tout finira par s'arranger grâce à l'allié américain.

En revanche, la classe politique, qui entretient des relations étroites avec Taipei (M. Ishiba vient de s'y rendre quelques jours avant son élection en octobre dernier à la tête du gouvernement nippon), est consciente et fortement préoccupée quant à l'inévitabilité pour le Japon d'être impliqué dans une guerre dans le détroit de Formose qui serait lancée par la RPC.

La Chine a démontré à plusieurs reprises sa capacité à former un blocus maritime

étanche autour de l'île. Un tel blocus couperait la route d'approvisionnement en matières premières en provenance du Moyen-Orient et de l'Afrique, asphyxiant l'économie japonaise et obligeant potentiellement Tokyo à se plier aux exigences de Pékin.

En cas d'une agression militaire chinoise, il y a un fort risque que le territoire national japonais ne devienne un champ de bataille avant même que les premiers missiles ne tombent sur Taïwan.

Dans l'hypothèse assez probable d'une intervention américaine pour défendre Taïwan, celle-ci viendrait nécessairement des nombreuses bases militaires des États-Unis au Japon où est stationnée leur 7^{ème} flotte et plus de 50 000 soldats américains, toutes armes confondues. Il n'est donc pas difficile d'imaginer qu'avant de lancer ses troupes d'assaut à travers les 130-180 km (du plus étroit au plus large) du détroit séparant le continent de Taïwan, où celles-ci se trouveraient en position de vulnérabilité face aux attaques aériennes ou balistiques américaines et taïwanaises, le commandement chinois aurait tout intérêt à tenter d'anéantir préventivement le dispositif de défense américain situé à proximité au Japon. Cela pourrait se traduire par une pluie de missiles chinois sur l'ensemble du territoire japonais, causant des pertes incalculables et obligeant, non seulement les forces américaines mais aussi les Forces japonaises d'autodéfense (FJA) à riposter, plongeant le Japon « pacifiste » dans une guerre sanglante avec la Chine.

Devant ces scénarios apocalyptiques, le Japon dans l'ensemble semble afficher une nonchalance quasi surréaliste.

Des analyses tentent d'avertir, par exemple, sur l'absence d'un plan d'urgence national prévoyant entre autres l'évacuation de la population des zones vulnérables à proximité de Taïwan ou des bases américaines. Se pose aussi la question de l'éventuelle évacuation de milliers d'entreprises japonaises en Chine et des nombreux ressortissants japonais résidant en Chine et à Taïwan.

Dans l'ensemble, le Japon semble vivre avec l'espoir que la Chine, en dépit de sa formidable supériorité militaire, serait assez raisonnable pour ne pas franchir le seuil d'une guerre qui promettrait d'être catastrophique pour toutes les parties impliquées, y compris l'agresseur. Il est évident que l'économie chinoise (déjà mal en point), avec les sanctions que lui imposerait la communauté internationale, ne sortirait pas indemne d'une tentative d'invasion de Taïwan.

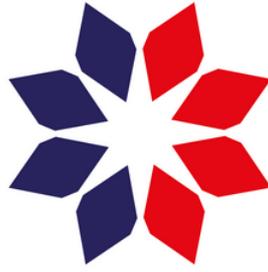
Cela étant dit, les Forces japonaises d'autodéfense commencent à déplacer leurs moyens militaires vers les îles du sud jouxtant Taïwan en préparation d'éventuels dérapages, à l'image de ceux qui se sont déjà produits lors d'un récent exercice d'intimidation chinois encerclant Taïwan où cinq missiles chinois armés sont tombés dans la Zone Économique Exclusive japonaise (dont Pékin ne reconnaît pas le tracé du fait de ses revendications sur les îles Senkaku/Diaoyutai).

Une agression hypothétique est désormais attendue comme venant moins du nord (la Russie) que du sud (la Chine).



Yo-Jung CHEN

Né en 1947 à Taïwan, CHEN Yo-Jung a grandi au Vietnam et à Hong Kong. Il a fait ses études supérieures au Japon puis a servi pendant 23 années à l'ambassade de France à Tokyo en tant qu'attaché de presse et traducteur interprète. Naturalisé Français en 1981, Chen Yo-Jung est devenu en 1994 fonctionnaire titulaire du Quai d'Orsay. Il a servi en tant que consul adjoint/conseiller de presse dans plusieurs postes diplomatiques et consulaires français, dont à Tokyo, Los Angeles, San Francisco, Singapour et Pékin, avant de prendre sa retraite au Japon en 2012.



FONDATION FRANCE-ASIE

Fonds de préfiguration

La Fondation France-Asie est une Fondation indépendante consacrée aux relations entre la France et les pays d'Asie.

Créée en 2023, la Fondation France-Asie promeut les échanges entre les sociétés civiles française et asiatiques. Elle encourage le dialogue et le développement de nouveaux partenariats entre la France et les pays d'Asie, au service de valeurs partagées d'amitié entre les peuples, d'humanisme, de co-développement et de paix.

Président
Nicolas Macquin

Directeur Général
Thomas Mulhaupt

Directeur de la Publication
Jean-Raphaël Peytregnet

Édition
Clotilde Paillard



15 rue de la Bûcherie
75005 Paris
France

contact@fondationfranceasie.org

www.fondationfranceasie.org

Devenir contributeur :

jean-raphael.peytregnet@fondationfranceasie.org

La présente publication exprime les points de vue et opinions des auteurs individuels et ne représente pas forcément les positions officielles ou les opinions de la Fondation France-Asie, ni de ses entités affiliées, partenaires, fondateurs ou membres. En notre qualité de plateforme dédiée au partage d'informations et d'idées, notre objectif est de mettre en avant une pluralité de perspectives. Ainsi, il convient de ne pas interpréter les opinions exprimées ici comme étant celles de la Fondation France-Asie ou de ses affiliés.